

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 21 NOV. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 novembre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECHAMBOUX SA
300 Avenue Jean Morin
74 800 La Roche-sur-Foron

Références : 20251117-RAP-InspectionDechanbouxJeanMorin
Code AIOT : 0006104671

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2025 dans l'établissement DECHAMBOUX SA, 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez 74 800 La Roche-sur-Foron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- | | |
|---------------------------------------|------------------------------|
| • DECHAMBOUX SA | • Régime : Autorisation |
| • 300 avenue Jean Morin ZI de Dragiez | • Statut Seveso : Non Seveso |
| 74 800 La Roche-sur-Foron | • IED : Oui |
| • Code AIOT : 0006104671 | |

La société DECHAMBOUX est spécialisée dans la fourniture de produits chimiques destinés à l'industrie, ainsi que dans le regroupement, le transit et le traitement de déchets industriels dangereux. Elle exploite un établissement d'environ 10 900 m² où elle emploie 25 personnes, situé à la Roche-sur-Foron, en zone industrielle de Dragiez, 300 rue Jean Morin. L'exploitation de l'établissement a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 6 mars 1992.

Suite à l'évolution des activités de son établissement, la société DECHAMBOUX a déposé une demande d'autorisation le 21 janvier 2019, principalement motivée par l'augmentation du flux de déchets transitant sur le site. Après l'instruction d'une procédure d'autorisation, le site est aujourd'hui réglementé par arrêté du 11 mars 2020 pour un flux journalier maximal de déchets de 80 tonnes et une quantité totale de déchets sur le site de 559 tonnes.

Le site présente par ailleurs des pollutions en solvants chlorés dont une source a fait l'objet d'un traitement en 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 : Travaux et points chauds
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais proposés
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59		
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59		
7	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63		
10	Maîtrise des rejets liquides	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9.4	Demande de justificatif et d'action corrective	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
9	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats – Nous demandons à l'exploitant de réaliser sous trois mois les actions suivantes :

1. soit :
 - compléter l'affichage permettant d'indiquer de façon claire que l'ensemble de l'établissement est une zone à risques d'incendie,
 - définir de telles zones de façon plus précise suite à une évaluation de ce type de risques et matérialiser ces zones sur le site par un affichage et des marquages au sol,
2. afficher que l'intérieur de la cuvette de rétention contenant la cuve D3 est une zone ATEX,
3. matérialiser les zones à risques d'explosion par des marquages au sol,
4. examiner si tout ou partie des canalisations d'eau pluviale qui convergent vers le séparateur d'hydrocarbures doivent être considérées comme zones à risques d'explosion et, le cas échéant, les prendre en compte dans l'ensemble des documents afférant à ces zones,
5. établir et tenir à jour les consignes d'exploitation et de sécurité à appliquer dans les zones à risques d'incendie et à risques d'explosion et les afficher à l'entrée de ces zones. Ces consignes, établies en application des articles 48, 59 et 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 porteront en particulier sur l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.
Ces consignes devront être affichées dans les lieux où elles s'appliquent et intégrées au POI,
6. veiller à établir, de façon rigoureuse et systématique, un permis de feu lorsque l'analyse des risques conclut à sa nécessité et à renseigner en conséquence le permis d'intervention,
7. en application de l'article R.4512-8 du code du travail compléter les plans de prévention par les items suivants :
 - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
 - les instructions à donner aux travailleurs ;
 - l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
 - les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.
8. En application des dispositions de l'article 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, dans les zones de l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion, définir, dans le plan de prévention et le permis de feu, les conditions de recours à la sous-traitance, par l'entreprise titulaire de ces documents, et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
9. Concernant le confinement des eaux d'incendie :
 - faire vérifier par un géomètre le volume obtenu ainsi que l'emprise des zones inondées lors d'un confinement d'eau d'incendie, à partir du blocage des ruissellements au niveau du séparateur d'hydrocarbures. Le remplissage progressif des zones de rétention sera calculé en tenant compte des hauteurs et des pentes des différentes canalisations,

- rétablir le confinement automatique des eaux d'incendie, avec un asservissement à l'alarme incendie et à la détection d'hydrocarbures à la sortie du déshuileur. Ce système pourra être constitué d'une vanne ou de pompes dont l'arrêt exclurait tout rejet.

Les documents établis en réponse aux demandes 1 à 8 seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments attestant de la réalisation des actions correctives demandées au point 9 seront transmis à l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Constats : L'exploitant nous a indiqué qu'un permis de feu était nécessaire sur l'ensemble du site, ce qui induit que l'établissement dans son ensemble est considéré comme zone à risque incendie. En particulier, le site est entièrement non fumeur, à l'exception d'une zone à l'entrée, proche du portail d'accès extérieur.</p> <p>L'exploitant nous a remis en séance le plan des zones à risques d'explosion qui sont également les zones ATEX du site et nous a présenté les fiches analysant les risques dans chacune de ces zones.</p> <p>L'intérieur du séparateur d'hydrocarbure du site a été considéré comme zone à risque explosion mais pas l'intérieur des canalisations de transit des eaux pluviales qui convergent vers l'organe.</p> <p>Par ailleurs, les consignes à observer dans ces zones n'ont pas été établies et seules sont affichées les indications mentionnées par pictogrammes sur site (interdiction d'apporter une flamme, d'utiliser un téléphone portable et de fumer).</p> <p>L'exploitant nous a indiqué que le plan des zones à risques d'explosion serait intégré au POI de l'établissement, actuellement en cours de révision.</p> <p>Lors de l'inspection, nous avons constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des zones à risque explosion était indiqué sur le site par un panneau, hormis la cuvette de rétention de la cuve de stockage D3 qui contient des déchets solvantés. Toutefois, certaines de ces zones qui concernent une partie de la surface intérieure d'un bâtiment ou d'une aire abritée ne sont pas matérialisées au sol. Les panneaux ne permettent pas de connaître l'emprise de ces zones de façon précise, • la matérialisation de l'ensemble du site comme zone à risques d'incendie n'était pas assurée à l'intérieur de l'établissement de façon suffisamment évidente et répétitive.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser sous trois mois les actions suivantes :

- soit :
 - compléter l'affichage permettant d'indiquer de façon claire que l'ensemble de l'établissement est une zone à risques d'incendie,
 - définir de telles zones de façon plus précise suite à une évaluation de ce type de risques et matérialiser ces zones sur le site par un affichage et un marquage au sol,
- afficher que l'intérieur de la cuvette de rétention contenant la cuve D3 est une zone à risque d'explosion ATEX,
- matérialiser les zones à risques d'explosion par des marquages au sol,
- examiner si tout ou partie des canalisations d'eau pluviale qui convergent vers le séparateur d'hydrocarbures doivent être considérées comme zones à risques d'explosion et, le cas échéant, les prendre en compte dans l'ensemble des documents afférant à ces zones,
- établir les consignes à appliquer dans les zones à risque explosion et les afficher à l'entrée de ces zones,
- intégrer au POI les consignes relatives aux zones à risques d'incendie et aux zones à risques d'explosion.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée : L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...]

- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

Constats : L'exploitant a établi une procédure intitulée « Maîtrise opérationnelle » qui recense les « instructions » contenant les consignes à appliquer dans différentes phases d'exploitation, normales ou accidentelles. Le document indique en particulier que les intervenants reçoivent un permis d'intervention avec, le cas échéant, un permis de feu.

Le document support au plan de prévention nous a été présenté. Il comprend une section intitulée « analyse des risques et mesures de prévention ».

Nous avons examiné les documents établis le 30 juin 2023 pour l'intervention de la société MAULET TP qui consistait notamment à mettre en service des pompes de transfert de l'eau sortant du séparateur d'hydrocarbures vers une rétention de 440 m³.

Dans le plan de prévention, l'examen des phases de travail dangereuses concluent à la nécessité d'un permis feu pour :

- l'utilisation de postes de soudage ou d'appareils susceptibles de générer des étincelles,
- les travaux de soudure.

<p>Aucun permis feu correspondant à ces travaux n'a été retrouvé. L'exploitant nous a fait part de problème d'archivage, aujourd'hui résolu.</p> <p>L'exploitant nous a par ailleurs présenté le permis d'intervention relatif à ces travaux réalisés le 30 juin 2023 dont la partie « production de feu n'était pas renseignée ».</p> <p>Cette organisation ne nous paraît pas répondre entièrement aux dispositions de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser les actions suivantes sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • établir et tenir à jour des consignes d'exploitation précisant l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les zones à risque incendie, le cas échéant tout le site, et les zones à risque d'explosion de l'établissement, • afficher ces consignes dans les zones où elles s'appliquent, • veiller à établir, de façon rigoureuse et systématique, un permis de feu lorsque l'analyse des risques conclut à sa nécessité et à renseigner en conséquence le permis d'intervention.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème : Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
<p>Constats : Il n'existe pas de consigne de sécurité spécifique relative à la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Établir et de tenir à jour des consignes de sécurité qui indiquent l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats : Nos constats concernant le plan de prévention de la société MAULET TP sont détaillés sur la fiche de constats 2. Les dispositions prescrites sont respectées hormis la délivrance du permis de feu qui n'a pas été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1

Thème : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention

Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :

[...]

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

[...]

Constats : Nos constats concernant l'examen du plan de prévention de la société MAULET TP sont consignés sur la fiche de constats 2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Article R.4512-8 du Code du travail

Thème : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention

Prescription contrôlée : Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :

1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
3. Les instructions à donner aux travailleurs ;
4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;
5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats : Le plan de prévention de la société MAULET TP ne comprenait pas explicitement les items suivants :

- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux travailleurs ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la

<p>description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement. <p>Ces items ne sont pas prévus dans le canevas du plan de prévention.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En application de l'article R.4512-8 du code du travail compléter les plans de prévention par les items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; les instructions à donner aux travailleurs ; l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème : Actions nationales 2025, Sous traitance
<p>Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Constats : Les conditions de sous-traitance par l'entreprise titulaire du plan de prévention ne sont pas mentionnées dans ce document.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans les zones de l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion, définir, dans le plan de prévention et le permis de feu, les conditions de recours à la sous-traitance, par l'entreprise titulaire de ces documents, et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème : Actions nationales 2025, Formation
<p>Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte</p>

contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Constats : L'exploitant nous a présenté en séance :

- une commande de formation pour les équipiers de 1^{ère} intervention, par la société Eurofeu, prévue le 30 janvier 2026,
- le compte rendu de 3 exercices joués par l'ensemble du personnel de l'entreprise le 24 juin 2025 (déversement accidentel d'un GRV contenant un déchet toxique liquide, une fuite de GRV lors d'un déchargement et une évacuation d'urgence suite au déclenchement de l'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats : le canevas du permis feu prévoit une « surveillance de sécurité » après les travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Maîtrise des rejets liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.9.4

Thème : Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie

Prescription contrôlée : L'établissement est équipé d'une vanne permettant d'isoler son réseau d'eaux pluviales interne du réseau public de la zone de Dragiez. Cet organe est capable de retenir tout épandage accidentel de produit ou de déchets ainsi que les éventuelles eaux d'incendie. Il est actionné :

- automatiquement par une sonde de détection d'hydrocarbures dans ces effluents,
- manuellement par boutons poussoirs installés en plusieurs points du site judicieusement répartis. Un tel dispositif de commande est notamment présent à proximité des zones de déchargements.

Cette vanne d'isolement est secourue électriquement afin de rester manœuvrable et fonctionnelle en cas de coupure électrique dans l'établissement.

Les voiries sont conçues de manière à ce que, après fermeture de la vanne d'isolement précitée, une capacité de rétention supplémentaire de 900 m³, soit créée.

L'exploitant fait établir et tient à jour un plan des emprises permettant le confinement sur site de ce volume.

La première version de ce plan sera établie avant le 30 juin 2020.

Les volumes de liquides confinés sur le site suite à un incendie sont éliminés en tant que déchets.

Constats : L'exploitant nous a transmis un plan topographique du 14 novembre 2023 représentant les parties du site qui seraient ennoyées lors d'un confinement de 900 m³ d'eaux d'incendie.

Il apparaît que ces zones sont disjointes et que le plan ne permet pas de distinguer la continuité entre elles, assurée par les canalisations, ni la dynamique de leur remplissage en cas d'arrêt du rejet de l'eau pluvial de l'établissement. Ainsi, il est nécessaire de déterminer le volume disponible

lors d'un remplissage progressif et non d'additionner les différents volumes libres.

Par ailleurs, la vanne d'isolement du réseau du site était hors service. Dans l'attente de son remplacement, l'exploitant a établi une procédure intitulée « exploitation en mode dégradé » le 30 juin 2025 qui prévoit de :

- maintenir obturée l'arrivée des eaux de pluie dans la canalisation qui dessert la vanne d'isolement inopérante,
- déverser ces eaux dans la rétention de 440 m³ grâce à des pompes secourues automatiques,
- vidanger quotidiennement cette rétention après contrôle de la qualité des eaux qu'elle contient.

Ce mode dégradé a pour inconvénient de réduire les capacités de rétention du site du volume contenu dans la rétention avant sa vidange quotidienne.

L'exploitant nous a précisé avoir demandé plusieurs devis pour changer la vanne défectueuse mais n'avoir pas reçu de proposition satisfaisante.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Réaliser les actions suivantes sous un délai de 3 mois :

- faire vérifier par un géomètre le volume obtenu ainsi que l'emprise des zones inondées du site dans le cas d'un confinement de 900 m³ d'eau d'incendie, en prenant pour hypothèse le blocage des ruissellements au niveau du séparateur d'hydrocarbures. Le remplissage progressif des zones de rétention sera calculé en tenant compte des hauteurs et des pentes des différentes canalisations,
- rétablir le confinement automatique des eaux d'incendie, avec un asservissement à l'alarme incendie et à la détection d'hydrocarbures à la sortie du déshuileur. Ce système pourra être constitué d'une vanne ou de pompes dont l'arrêt exclurait tout rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois